

"L'Europe de la Bundesbank" dans Le Monde diplomatique (Juillet 1997)

Légende: En juillet 1997, Ignacio Ramonet, rédacteur en chef du mensuel français Le Monde diplomatique dénonce l'influence dominante de la République fédérale d'Allemagne (RFA) et de la Bundesbank sur l'Union européenne et son programme économique et monétaire.

Source: Le Monde diplomatique. Juillet 1997, n° 520. Paris.

Copyright: (c) Le Monde diplomatique

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"1_europe_de_la_bundesbank"_dans_le_monde_diplomatique_juillet_1997-fr-f4afc276-b8cd-4813-8db8-4ad97b7a27a8.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

L'Europe de la Bundesbank

IGNACIO RAMONET

TROIS hommes dominant l'Union européenne et soumettent les Quinze à leur loi: MM. Helmut Kohl, Theo Waigel et Hans Tietmayer⁽¹⁾. Il arrive parfois qu'ils ne s'entendent pas entre eux, mais sur ce qui est à leurs yeux essentiel, tous trois forment un bloc. Ce sont des intégristes de la monnaie forte, des enrégés des critères de convergence, des absolutistes de la stabilité.

Ce sont eux, avec la complicité d'agents locaux tout aussi frénétiques et fanatiques (par exemple, à Paris, le gouverneur de la Banque de France, M. Jean-Claude Trichet), qui dictent leurs conditions et ont imposé à l'ensemble de l'Europe le carcan idéologique qui étouffe l'économie et cause tant de chômage, tant de souffrance sociale et tant de malheur humain.

La Bundesbank, dès 1979, a fait pression pour que le mark, et non l'écu, soit de fait le pilier du système monétaire européen (SME). Ce qui, au moment de l'unification allemande, en 1990, coûta fort cher à tous les Européens qui n'osèrent pas demander - comme il aurait fallu le faire - la sortie du mark du SME. Conséquence: les taux d'intérêt s'envolèrent et les économies, notamment la française, se retrouvèrent étranglées. Il y avait 7 millions de chômeurs lors de la création du SME, il y en a aujourd'hui 20 millions.

Le blocage névrotique allemand à l'égard de tout ce qui concerne la monnaie et la banque centrale repose sur des traumatismes historiques: hyperinflation de 1921-1923 et, on le sait moins, la décision d'Adolf Hitler de remplacer, dès 1933, le gouverneur de la Banque centrale, Luther, qui soutenait une politique déflationniste et refusait d'assumer le coût d'un plan contre le chômage, par Hjalmar Schacht qui accepta de financer un vaste programme de grands travaux⁽²⁾.

Sous le prétexte que, du temps de Hitler, la politique l'aurait toujours emporté sur les professionnels de l'économie, MM. Theo Waigel et Hans Tietmayer, refusant de faire la différence entre dictature et démocratie, se crispent sur des impératifs économiques qu'ils érigent en dogmes religieux. Ce sont eux qui, non contents d'avoir imposé aux Européens la contrainte des critères de convergence pour accéder à la monnaie unique, ont imaginé (pour discipliner les pays latins) la tyrannie du pacte de stabilité. Résultat: *"La construction européenne ressemble à un de ces pétroliers géants, où le pilote automatique a remplacé le capitaine. Le navire continue sur son erre. Chacun sent pourtant confusément que le cap a été perdu, et que les récifs sont proches. Mais personne n'ose quitter le navire, ni reprendre le gouvernail pour changer de cap⁽³⁾."*

On aurait pu penser que les récents résultats électoraux dans plusieurs pays, en particulier au Royaume-Uni et en France, ajoutés au fait que neuf des quinze Etats de l'Union européenne sont gouvernés par des sociaux-démocrates, allaient permettre enfin de changer de cap. Les déclarations du nouveau premier ministre français, M. Lionel Jospin, durant sa campagne électorale, ainsi que lors du sommet franco-allemand de Poitiers du 13 juin dernier, laissèrent un instant imaginer aux millions de victimes du modèle économique imposé par la Bundesbank que l'heure du changement avait sonné.

Il a fallu déchanter. Le sommet européen de la mi juin à Amsterdam a échoué à redéfinir le cadre institutionnel européen, et a clairement montré deux choses: que le trio doctrinaire Kohl-Waigel-Tietmayer est plus fort que tous les dirigeants des Quinze réunis; et que les sociaux-démocrates européens ne sont pas prêts à suivre M. Lionel Jospin sur la question de l'emploi; pis, que la plupart d'entre eux - des Hollandais aux Britanniques - craignent avant toute chose la décision des marchés, et qu'ils sont convertis aux recettes ultralibérales de la flexibilité pour combattre le chômage⁽⁴⁾.

On voit bien à la lecture du projet de mémorandum sur l'emploi⁽⁵⁾, rejeté non seulement par l'Allemagne mais aussi par tous les gouvernements "de gauche", que ces derniers, finalement, n'ont cure de l'emploi. Car les mesures proposées étaient loin d'être révolutionnaires.

A Amsterdam, M. Jospin a mesuré son impuissance à faire changer les choses, et n'a rien pu obtenir de

concret. A peine de quoi sauver la face. D'un côté, des objectifs chiffrés sanctionnés, en cas de dérive budgétaire, par de lourdes pénalités financières. De l'autre, versant emploi, des déclarations d'intention qui ne leurent personne. Le gouvernement français, sans alliés, a été amené à lâcher la proie pour l'ombre. Malgré le chantage des grands médias, il n'y avait pourtant aucune urgence à signer, le pacte de stabilité ne devant s'appliquer, dans le meilleur des cas, qu'à partir de l'an 2000. Si M. Jospin avait refusé de signer, rien ne se serait passé. Il aurait pu, par exemple, affirmer: "Nous signerons à l'automne, après le fameux sommet sur l'emploi, si nous sommes satisfaits des résultats." C'était l'occasion - que des millions d'Européens attendaient - d'une radicale remise à plat.

AU fond, cela repose la question: quelle Europe? La théorie officielle, imposée par la banque centrale allemande, c'est que la monnaie unique, l'euro, va donner un instrument de puissance aux Quinze. On procède donc en inversant les facteurs de la théorie de l'évolution; ce sera l'organe (la monnaie) qui créera la fonction (l'unité politique de l'Europe)!

C'est une grande imposture. Il y a une extraordinaire hypocrisie chez ceux qui prétendent vouloir plus d'Etat en Europe alors qu'ils ne cessent d'exiger moins d'Etat national. Quant au futur gouvernement de cette Europe de l'euro, il est tout trouvé: ce sera la future banque centrale calquée sur la Bundesbank et, comme celle-ci, basée à Francfort. Avec des économies qui n'investissent ni n'embauchent plus, cela mène tout droit à la catastrophe sociale.

(1) Respectivement chancelier, ministre des finances de la République fédérale d'Allemagne, et président de la Bundesbank.

(2) Cf. *La Repubblica*, Rome, 19 juin 1997.

(3) Jean Michel Quatrepoint, "L'Europe d'hier ou de demain", *La Lettre A*, Paris, 19 juin 1997.

(4) Lire Bernard Cassen, "Dans l'étau de l'euro", *Le Monde diplomatique*, mai 1997.

(5) *Le Monde*, 21 juin 1997.